

SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1927

Rapport de la Commission des Finances, chargée de l'examen du Projet de Loi sur la réorganisation de la Société anonyme « Lloyd Royal Belge ».

(Voir les n° 235, 295, et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séance du 13 juillet 1927.)

Présents : MM. LAFONTAINE, président ; COOLS, DE BROUCKERE, DE CLERCQ, le baron DELVAUX DE FENFFE, le baron DE MÉVIUS, FRANÇOIS, HUISMAN VAN DEN NEST, PIERLOT et MOYERSOEN, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

L'examen du projet a donné lieu à une courte discussion au sein de votre Commission ; diverses observations ont été présentées ; elles visaient essentiellement les conventions antérieures : celle de 1916, lors de la constitution du Lloyd ; celle de 1923, lors de sa première réorganisation.

Il serait superflu de s'y arrêter. La convention de 1916 a fait l'objet d'un long débat à la Chambre des Représentants, en mai et juin 1921, à la suite d'une convention additionnelle entre le Lloyd Royal et le Gouvernement de l'époque au sujet de l'émission de 75,000,000 de francs d'obligations.

La convention de 1923 fut l'objet d'un projet de loi approuvé par la Chambre des Représentants et par le Sénat à une très forte majorité.

Le présent rapport se borne à rappeler succinctement les phases diverses par lesquelles a passé l'intervention gouvernementale et à dégager les avantages de la réorganisation soumise aux délibérations du Sénat.

1916.

Fondation de la société, capital : de 50,000,000 de francs.

Emission de 25,000,000 de francs d'obligations, dont l'intérêt et l'amortissement sont garantis par l'Etat.

Engagement par l'Etat de souscrire à la cessation des hostilités, 75,000,000 de francs d'obligations à 4 p. c.

Les fondateurs cèdent à la société 35 navires jaugeant 193,186 tonnes.

1921.

Convention entre l'Etat et la société. Celle-ci émettra elle-même les 75 millions de francs d'obligations à 6 p. c., l'Etat garantissant l'intérêt et l'amortissement.

1923.

La loi du 10 août 1923, ratifie une convention intervenue entre l'Etat et la société. La société possède en ce moment 50 navires jaugeant 324,000 tonnes. Elle est grevée de 140,000,000 de francs de dettes hypothécaires au 30 juin 1923.

A. L'Etat prend à sa charge l'intérêt et l'amortissement des obligations.

B. Les banquiers, créanciers sans garanties réelles, acceptent la transformation de leurs créances en actions.

C. Le capital est porté à 153,000,000 de francs.

Il se répartit comme suit :

80,000 actions privilégiées de 500 francs série A ;

70,000 actions privilégiées de 500 francs série B ;

116,000 actions de capital de 500 francs série A ;

40,000 actions de capital de 500 francs série B ;

55,500 actions ordinaires sans désignation de valeur.

I. — L'Etat reçoit :

80,000 actions privilégiées série A ; pour rémunération de la prise en charge des 98,000,000 de francs 116,000 actions de capital série A. d'obligations restant en circulation.

5,500 actions ordinaires en paiement de ses avances pour le service des obligations aux échéances des 1^{er} juillet 1922 et 1^{er} janvier 1923.

II. — Les banquiers créanciers non hypothécaires reçoivent :

50,000 actions privilégiées série B ;
40,000 actions de capital série B.

III. — La Compagnie Générale Anversoise, MM. Brys et Gylsen :

20,000 actions privilégiées série B, contreversement de 10,000,000 de francs argent frais.

IV. — Aux détenteurs des actions anciennes :

50,000 actions ordinaires sans désignation de valeur.

1926.

D'accord avec l'Etat et ses actionnaires, le Lloyd décrète la suppression du capital social, par suppression de la

valeur nominale de ses actions privilégiées et de ses actions de capital ; cette modification laisse intacts les droits de chaque catégorie d'actions. Elle ne diminue donc pas les droits de l'Etat. Elle n'a d'autre but que de faire figurer au bilan, sous forme d'absorption de capital, une perte de 154,000,000 de francs sans provoquer une liquidation obligatoire de la société.

1927.

La flotte de la société est réduite à dix-huit navires jaugeant 136,703 tonnes.

Cette réduction provient des ventes opérées pour faire face au remboursement de nombreuses créances hypothécaires qui grèvent la flotte.

Cependant celles-ci s'élèvent encore à 86,000,000 de francs ; presque toutes sont exigibles.

Il n'est plus possible de réaliser des navires pour en assurer le remboursement ; le tonnage que conserve encore la société lui est indispensable pour assurer ses services. D'ailleurs, une liquidation complète laisserait bien peu de choses aux actionnaires.

Il faut donc procéder à une réorganisation de la société.

La proposition soumise au Parlement émane d'une commission comprenant des représentants de toutes les parties en cause : Lloyd Royal Belge, créanciers, Etat.

Elle se résume comme suit :

A. Il est créé un nouveau capital de 90,000,000 de francs privilégié quant à sa rémunération (6 p. c. cumulatif) et quant à son remboursement.

Ce capital est divisé en 180,000 actions de 500 francs.

Il est attribué :

158,000 actions aux créanciers hypothécaires ;

22,000 actions à l'Etat en représentation d'une créance hypothécaire de 6,000,000 de francs et d'une créance

contestée et non gagée par la société de 5,000,000 de francs.

B. Les anciennes actions privilégiées, de capital et ordinaires sont annulées

et remplacées par 180,000 actions de dividende sans désignation de valeur dont l'attribution s'est faite de la façon suivante :

| | | | |
|--------------------------|-----------|---------|---------------------|
| Les 150,000 privilégiées | reçoivent | 115,608 | dividendes. |
| Les 156,000 capital | id. | 60,115 | id. |
| Les 55,500 ordinaires | id. | 4,277 | id. |
| <hr/> | | | 180,000 dividendes. |

L'élément essentiel de la réorganisation est la disparition des créances hypothécaires qui menaçaient à tout instant l'existence de la société et leur remplacement par des actions privilégiées. Leurs porteurs partageront à l'avenir la bonne ou la mauvaise fortune de la société.

Cette réorganisation sauvegarde les intérêts de l'Etat dans toute la mesure

possible. Aussi, à l'unanimité, votre Commission vous propose-t-elle l'adoption du Projet de Loi.

Le Président,
HENRI LAFONTAINE.

Le Rapporteur.
R. MOYERSOEN.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 14 JULI 1927.

Verslag uit naam der Commissie van Financiën, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp op de wederinrichting van de Naamlooze Vennootschap « Lloyd Royal Belge ».

(Zie de n^{rs} 235, 295 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoor-digers, vergadering van 13 Juli 1927.)

Aanwezig : de heeren LAFONTAINE, voorzitter; COOLS, DE BROUCKERE, De CLERCQ, Baron DELVAUX DE FENFFE, FRANÇOIS, Baron DE MÉVIUS, HUISMAN VAN DEN NEST, PIERLOT en MOYERSOEN, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het ontwerp heeft aanleiding gegeven tot een korte bespreking in de Commissie; verschillende opmerkingen werden in het midden gebracht; zij sloegen uitsluitend op de vroegere overeenkomsten : deze van 1916 bij de stichting van den Lloyd, deze van 1923 bij zijn eerste herinrichting.

Het ware overbodig er bij stil te staan. De overeenkomst van 1916 werd in de Kamer breedvoerig besproken in Mei en Juni 1921, naar aanleiding van een aanvullende overeenkomst tusschen den Lloyd Royal en de toenmalige Regeering, in zake de uitgifte van 75 miljoen frank obligaties.

De overeenkomst van 1923 was het voorwerp van een wetsontwerp door de Kamer en den Senaat met een groote meerderheid goedgekeurd.

Het onderhavig verslag beperkt er zich toe de verschillende stadia in herinrichting te brengen die de Regeerings-tusschenkomst heeft doorgemaakt en de voordeelen aan te tonen van de herinrichting ter bespreking aan den Senaat voorgelegd.

1916.

Stichting van de maatschappij, kapitaal : 50,000,000 frank.

Uitgifte van 25,000,000 frank obligaties waarvan de interest en de delging door den Staat gewaarborgd zijn.

Verbintenis door den Staat bij het eindigen der vijandelijkheden in te schrijven op 75,000,000 frank obligaties aan 4 t. h.

De stichters staan aan de maatschappij 35 schepen met een tonnenmaat van 193,186 ton af.

1921.

Overeenkomst tusschen den Staat en de Maatschappij. Deze zal zelve de 75,000,000 frank obligaties tegen 6 t. h. uitgeven, terwijl de Staat den interest en de delging waarborgt.

1923.

De wet van 10 Augustus 1923 bekrachtigt eene overeenkomst tusschen den Staat en de maatschappij. Op dit oogenblik bezit de maatschappij 50 schepen met 324,000 ton. Zij is bezwaard met 140,000,000 hypothecaire schulden op 30 Juni 1923.

A. — De Staat neemt te zijnen laste den interest en de delging der obligaties.

B. — De bankiers, schuldeischers zonder werkelijke waarborgen, stemmen toe in de omzetting van hunne schuldvorderingen in aandeelen.

C. — Het kapitaal wordt gebracht op 153,000,000 frank.

Het wordt verdeeld als volgt :

80,000 preferent-aandeelen van 500 fr., reeks A;

70,000 preferent-aandeelen van 500 fr., reeks B;

116,000 kapitaal-aandeelen van 500 fr., reeks A;

40,000 kapitaal-aandeelen van 500 fr., reeks B;

55,500 gewone aandeelen zonder aanduiding van waarde.

I. — De Staat ontvangt :

80,000 preferent-aandeelen, reeks A; / als bezoldiging van den last wegens 98 mil-

116,000 kapitaal-aandeelen, reeks A; \ lioen frank obligaties die in omloop blijven.

5,500 gewone aandeelen als betaling van zijne voorschotten voor den dienst der obligaties, vervallende op 1 Juli 1922 en 1 Januari 1923.

II. — De bankiers, niet-hypotheaire schuldeischers, ontvangen :

50,000 preferent-aandeelen, reeks B; 40,000 kapitaal-aandeelen, reeks B.

III. — De « Compagnie Générale Anversoise » (Brys en Gylsen) :

20,000 preferent-aandeelen, reeks B, tegen storting van 10,000,000 fr. baar geld.

IV. — Aan de houders van vroegere aandeelen :

50,000 gewone aandeelen zonder aanduiding van waarde.

1926.

In overleg met den Staat en zijne aandeelhouders besluit de Lloyd tot de opheffing van zijn maatschappelijk kapitaal, door afschaffing van de nominale waarde zijner preferent-aandeelen en zijner kapitaal-aandeelen; deze wijziging laat de rechten van elke reeks aandeelen onverminderd. Zij vermindert dus de rechten van den Staat niet. Zij heeft geen ander doel dan op de balans, onder vorm van opslorping van kapitaal, een verlies te vermelden van 154 miljoen frank zonder te moeten overgaan tot de vereffening van de maatschappij.

1927.

De vloot der maatschappij is beperkt tot 18 schepen met eene tonnenmaat van 136,703 ton. Deze vermindering spruit voort uit het feit dat er schepen worden verkocht om het hoofd te bieden aan de terugbetaling van talrijke hypothecaire schuldvorderingen waarmede de vloot is bezwaard.

Nochtans bereiken deze schuldvorderingen thans nog 86,000,000 frank; bijna alle zijn invorderbaar.

Het is niet meer mogelijk schepen te verkoopen om de terugbetaling dezer schuldvorderingen te verzekeren. De tonnenmaat die de maatschappij nog behoudt is haar onontbeerlijk om hare diensten te verzekeren. Trouwens, eene volledige likwidatie zou zeer weinig overlaten voor de aandeelhouders.

Bijgevolg dient er overgegaan tot eene herinrichting der maatschappij. Het aan het Parlement voorgelegde voorstel gaat uit van eene commissie bestaande uit vertegenwoordigers van al de betrokken partijen : « Lloyd Royal Belge », schuldvorderaars, Staat.

Deze voorstellen kunnen worden samengevat als volgt :

A. Er wordt een nieuw kapitaal aangelegd van 90 miljoen frank, dat een preferent-kapitaal is wat den interest (6 t. h. cumulatief) en de terugbetaling betreft.

Dit kapitaal is verdeeld in 180,000 aandeelen van 500 frank.

Het wordt toegewezen :

158,000 aandeelen aan de hypothecaire schuldvorderaars;

22,000 aan den Staat, vertegenwoordigende eene hypothecaire schuldvordering van 6 miljoen, en eene betwiste en

door de maatschappij niet gewaarborgde schuldvordering van 5 miljoen;

B. De vroegere preferent-aandeelen, kapitaal-aandeelen en gewone aandeelen worden vernietigd en vervangen door 180,000 dividend-aandeelen zonder aanduiding van waarde, die aldus worden verdeeld :

| | | |
|--|---------|---------------------|
| De 150,000 preferent-aandeelen ontvangen | 115,608 | dividend-aandeelen. |
| De 156,000 kapitaal-aandeelen | 60,115 | — |
| De 55,000 gewone aandeelen | 4,277 | — |
| <hr/> | | |
| 180,000 dividend-aandeelen. | | |

Het hoofdzakelijk punt van de wederinrichting is het verdwijnen der hypothecaire schuldvorderingen die te allen tijde het bestaan der maatschappij bedreigden en hare vervanging door preferent-aandeelen. De houders derzelve zullen voortaan den voor- en tegenspoed der maatschappij deelen.

Deze herinrichting vrijwaart zooveel mogelijk de belangen van den Staat. Ook

stelt uwe Commissie U eenparig voor het wetsontwerp goed te keuren.

De Voorzitter,
H. LAFONTAINE.

De Verslaggever,
R. MOYERSOEN.